

oct, nov, dec 1985

n°ISSN 0181-1800

N°30

5f

Alarme

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

**" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "**

DISLOQUONS LES SYNDICATS !

ROMPONS LA CONCERTATION SOCIALE !

BRISONS

LA DEMOCRATIE CAPITALISTE !

Pour la révolution sociale, contre les élections

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir peut-on affirmer que la situation des salariés prolétaires se soit améliorée? La droite dit que non bien sûr et table sur son retour en mars 86 pour nous sortir de la misère, du chômage, de l'insécurité du deshonneur national etc.; La gauche quant à elle prétend que grâce à sa gestion moderniste de l'économie, aux 39 heures, la retraite à 60 ans, le renforcement de la police, le contrôle de l'immigration, etc., le sort des français s'est amélioré ou n'a pas empiré et que de toutes façons la droite n'aurait guère fait mieux pour restructurer l'économie française pour plus de compétitivité internationale.

Aussi afin de sanctionner le mensonge et récomposier la vérité, vous les exploités êtes appelés massivement à trancher la question en déposant dans l'urne ce fameux bulletin que tous les politiciens se disputent. C'est la seule alternative réelle que vous proposent nos chers démocrates !

Cette alternative que cache t-elle en fait ? Si l'on se contente de la poudre aux yeux que pulvérise à grande échelle les médias, la classe politique, les syndicats, le choix semble être : "marxisme" sauce parti "socialiste" ou parti "communiste" d'une part et d'autre part le libéralisme, rejetant par là-même le hideux spectre du néo-fascisme de même air dégoûté. Et en avançant sur ce terrain de la démocratie, il ne resterait plus qu'à envisager de voter, voter utile, voter peu importe pour quel parti, l'essentiel étant de sauvegarder l'existence de la représentation parlementaire et du sabbat électoral. D'autant plus que l'extrême-gauche apportant sa caution aux élections contribue à perpétuer la croyance que l'Etat est neutre et n'est pas au service de la classe dominante et que de ce fait il peut y avoir de vrais députés ouvriers en son sein pour défendre les intérêts du prolétariat. Ainsi, dans cette perspective, le phénomène de l'alternance et de la cohabitation laisse supposer la coexistence pacifique entre des fractions politiques aux idéologies fondamentalement opposées. Cette opposition n'est que fiction !

Elle laisse volontairement dans l'ombre la base sociale du rapport de production moderne, et aujourd'hui mondial, qui détermine les relations qu'entretiennent les hommes pour assurer la production, la distribution et consommation en vue de la satisfaction de leurs besoins. Et cette base n'est autre que l'exploitation de l'homme par l'homme, exprimée au travers du salariat dans la société capitaliste. Les formes politiques qui viennent se greffer sur cette structure peuvent être multiples et ne remettent absolument pas en cause l'exploitation de classe. Au contraire elle la renforce ! La démocratie n'est que l'une de ces formes, actuellement la plus achevée pour berner le prolétariat et l'embrigader derrière les intérêts de ses exploités, et l'Etat en particulier dont le rôle de plus en plus marqué comme acheteur de la force de travail, le place au premier rang des défenseurs du capital.

Le principe de démocratie dans la société d'exploitation est une illusion qui tend à cacher la base matérielle sur laquelle repose l'inégalité sociale, la division de la sociétés en classes.

Pour nous communistes, la défense de l'intérêt immédiat et historique de la classe ouvrière, passe par une voie différente; Une voie qui ne peut que s'opposer à la démocratie capitaliste! C'est celle que la dictature du prolétariat s'efforcera de briser la société capitaliste et les chaînes de l'exploitation de classe. L'abstentionnisme de classe emprunte ce chemin c'est-à-dire par le refus actif de la magouille électorale et l'impulsion d'une lutte ouverte contre l'ordre capitaliste.

Nous ne sommes ni trotskistes ni maoïstes et nous ne nous reconnaissons dans aucun mouvement de l'extrême-gauche! Nous ne cachons pas que notre but est l'instauration du communisme par la révolution sociale, violente et en dehors de toute légalité. Nous n'appellerons donc en conséquence personne à voter pour telle ou telle fraction politique, qui représentent toutes des formes différentes de l'exploitation de l'homme par le travail salarié, de l'est jusqu'à l'ouest et du nord jusqu'au sud.

L'émancipation de notre classe commence par la lutte sur les lieux de son exploitation, bureau ou usine, et dans la rue, rejetant toute illusion de défense de ses intérêts par la négociation, le vote ou le consensus. Tout cela n'est que duperie !

La participation électorale comme prétexte à une " tribune " pour les idées révolutionnaires est aujourd'hui un attrape-nigauds et une arme du capitalisme d'état incar-

née entre autre par l'extrême-gauche pour maintenir la domination du capital sur le salariat. La seule tribune dont nous ayons besoin est celle des tâches sociales et politiques que nous devons mettre en mouvement pour sortir de l'étouffoir physique, idéologique et social qui pèse sur nos luttes et notre survie.

L'abstentionnisme de classe doit tendre vers l'attaque frontale contre l'accumulation et l'extraction de la plus-value qu'engendre notre force de travail. Cette attaque doit être sans équivoque. Seules notre détermination et notre solidarité de classe permettront de faire exploser le carcan de la dictature capitaliste. L'exploitation, contrairement à ce que nos exploités disent, ne se juge pas au montant du salaire; en fait nous sommes tous exploités parce que nous n'avons d'autre alternative que de vendre notre force de travail pour survivre. C'est avec ce marchandage qu'il faut en finir ! Tout autre but à assigner à la classe des producteurs est réactionnaire.

Ne pas voter ne signifie pas qu'il faille attendre les échéances électorales pour agir dans ce sens. Au contraire cela suppose le combat immédiat contre la misère quotidienne qu'implique notre statut de producteur aliéné. A tous les prolétaires qui refusent la soumission à la légalité, la hiérarchie, aux exploités patrons ou état, qu'ils proposent la défense du patrimoine national ou un socialisme à la sauce russe, française ou autre, nous réaffirmons que la lutte de classe est aussi la dénonciation de toutes les crapuleries syndicales qui négocient sur notre dos le prix et la perpétuation de notre exploitation. Aussi il faut partout :

- rejeter les illusions électoralistes qui sont autant d'appels à se soumettre à l'idéologie dominante;
- refuser tout consensus social, toute pseudo trêve électorale au nom de l'intérêt national, pour la démocratie contre le fascisme;
- refuser tout sacrifice, toute austérité ;
- briser les séparations corporatistes, entre chômeurs et non chômeurs, entre hommes et femmes, immigrés ou citoyens;
- exiger la réduction massive du temps de travail, non pour rentabiliser l'appareil productif mais pour impulser le droit inaliénable à la paresse.
- exiger l'augmentation des salaires réels sans tenir compte de quelque indice économique;
- impulser une réelle solidarité de classe basée sur des revendications communes dans la seule perspective de la défense de nos intérêts de classe exploitée.

Ce que nous avançons ici comme mots d'ordre nous apparaît le minimum à mettre en pratique pour saper directement le fondement de la société capitaliste, à savoir le travail salarié d'où elle tire son profit. La bataille pour l'abolition du salariat, la destruction des frontières, la disparition des classes et l'avènement du communisme se joue sur ce terrain.

Si pour la classe capitaliste, avide de légalisme et de pacifisme social, l'échéance de mars 86 occupe déjà sa propagande, à nous d'occuper le terrain social par la fermentation d'une offensive anti-capitaliste, nationalement et internationalement.

Ecrivez-nous!
Prenez contact avec nous!
Militez pour la révolution
socialiste!

Dépôt légal 4^e trimestre 85

Directeur de la publication
Pierre Maréchal

Commission par.n°61890

Le socialisme inconnu et le marais critique

Cela fait cinq ans que le peuple de France a élu la gauche et lui a remis, plein d'espoir le destin de la Nation. Cela fait aussi cinq années supplémentaires d'attaques contre la classe ouvrière au cours desquelles, il ne faut pas l'oublier, la barbarie capitaliste a perpétré son ravage planétaire.

Dans leur délire électoraliste des veilles de législatives tous les politiciens proclament par avidité du pouvoir : "l'heure des comptes arrive !"

Réveille toi citoyen ! l'Ethiopie c'est dépassé ! Certes le ton dynamique d'aujourd'hui comble à peine le marasme politique et social qu'accentuent les pénibles querelles sur la cohabitation Droite-Gauche. Ceci dit si le P"C"F en créant l'actualité se hisse à l'avant-garde du réveil populaire et au sommet de la nullité du débat politique, c'est afin de gommer d'un seul trait sa participation à un gouvernement capitaliste. La réorientation, si l'on peut dire, de la CGT, son nationalisme "contestataire" intransigeant et militant, s'inscrivent dans cette perspective de reconquête électorale, entre autres, des rangs ouvriers par un P"C"F affaibli. De plus les actions minoritaires de la CGT assimilées à des opérations commandos pour protéger l'appareil productif français renforcent la paix sociale dans toute sa signification négatrice de la violence ouvrière. En orientant l'agressivité de ses militants sur des choix de gestions capitalistes qui ne dissimulent pas les visées capitalistes d'Etat du P"C"F, la CGT paralyse un éventuel débordement en même temps qu'elle en atteint la limite : la violence sur le terrain capitaliste.

Autrement dit, beaucoup de bruit et de publicité pas chère payée, si ce n'est le sacrifice de quelques militants, pour remplir les colonnes de "l'humanité" formule combattive.

Rajoutons, afin de bien comprendre la cohérence manoeuvrière et anti-ouvrière de cet appareil, que la CGT encore puissante négociait il y a deux ans les licenciements à Talbot ! Il ne s'agit pas là de la nⁱème erreur de tactique stalinienne, car d'un point de vue de classe il n'existe pas de contradiction fondamentale entre les deux attitudes capitalistes successives du Tandem CGT-P"C"F puisqu'elles sont justifiées, selon ses propres paroles, par la défense de l'économie capitaliste.

Mais dirons nous, la même justification sert les partisans de la modernisation de J.Chirac du RPR à son confident E.Maire en passant par le gratin "socialiste" au pouvoir qui désirent tous une France technologiquement avancée capable d'affronter la compétition internationale..

Que signifie donc : "l'heure des comptes arrive !" dans la mesure où tous les partis politiques se rejoignent sur la même nécessité ? Pour tenter de répondre à cette question il nous semble judicieux de poursuivre avec le dindon de la farce "socialiste", c'est-à-dire le P"C"F. En effet quelle force politique peut rivaliser dans l'étalage d'une compatibilité désastreuse pire que celle du P"C"F affaibli par la participation gouvernementale, lésé dans ses ambitions capitalistes d'Etat par un P"S" timoré puis évincé peu à peu par ce dernier des commandes de l'économie ? le conflit à Renault et la fin de la cogestion CGT-Direction. Au passage si la CGT conteste la production en Espagne, elle propose, elle, des contrats avec l' "URSS"... Qui se ressemble s'assemble ! (cf Le Monde du 17-10-85).

Pourtant la Politique du P"C"F n'a jamais, et encore moins maintenant, niée la tendance générale du capitalisme vers la concentration du capital. Bien au contraire, et en ce sens elle devance et contrarie par la même la célèbre flexibilité dans les rapports entre les partenaires sociaux (syndicats, Etat, Patronat) invoquée par le P"S", adulée par la CFDT et relativement acceptée par la droite. Soit dit en passant afin d'être clair, la flexibilité n'est rien d'autre que la reconnaissance officielle de la négociation permanente des intérêts capitalistes.

Mais voyons comment le Dindon capitaliste d'Etat domine en quelque sorte la Dinde capitaliste en général, c'est-à-dire toutes les composantes politiques, et apprécions dans quel contexte tous règlent leurs comptes.

A l'heure des mutations technologiques qui modifient l'organisation capitaliste du travail, mais qui transforment aussi le visage de la classe ouvrière à travers une importante et stable proportion de sans travail, l'Etat doit nécessairement diriger encore plus immédiatement la vie sociale, jusqu'à ce qu'il devienne propulsé par les impératifs liés à la compétition internationale, le seul gestionnaire indiqué.

Les effets indésirables d'une telle marche forcée, à savoir la course échevelée vers le pouvoir d'Etat, la bureaucratisation des partis et des institutions, le brutal anéantissement des industries non rentables et surtout la domination toujours plus étroite des deux grands blocs impérialistes USA et Russie, circonscrivent les présents clivages politiques.

Les plus tièdes qui voient dans chaque manifestation sociale un attentat contre l'ordre capitaliste ou la "main mise" de Moscou se rangeront dans le camps des réactionnaires dit "libéraux" tandis que les autres tout aussi réactionnaires se qualifieront de "progressistes" sous prétexte qu'ils idéalisent les conséquences néfastes du progrès de ... la croissance économique capitaliste. C'est dans ce dernier camps que nous devons aussi ranger les prétendus "révolutionnaires", staliniens et trotskistes qui légitiment leur qualificatif "révolutionnaire" par leur attachement quasi militaire (la défense inconditionnelle, messieurs les trotskistes !) à l'impérialisme russe et à son capitalisme d'Etat. Compte tenu de ce qui vient d'être dit, nous pouvons désormais mettre à nu les révélations ou plutôt les accusations que tous ces démocrates se jettent à la figure.

La prétendue démagogie dont la droite gratifie la gauche, et que le P"S" attribue au P"C" (et le P"C" aux gauchistes), n'existe donc pas en tant que telle, car la surenchère politicienne qu'elle sous entend anticipe bien souvent sur les possibilités relatives à la croissance capitaliste déjà nommée.

Nous pouvons citer en nous faisant les avocats du diable la réduction du temps de travail et les premières apparitions ici ou là des 35h hebdomadaires jugées autrefois irréalisables. (voir typiquement anti-capitaliste pour les trotskistes, et dont le caractère transitoire vers le socialisme de leurs revendications disparaît dans la réalité capitaliste. Autre exemple "l'échelle mobile des salaires" : 39% des entreprises françaises se prononcent pour l'indexation des salaires sur les prix. (Cf Le Monde du 16-10-85).

Alors après cinq ans de règne de la Gauche et du P"S" particulièrement, démagogie ? Non ! mais par contre permettons-nous ici une réaffirmation dont se fichent tout à la fois la gauche, l'extrême gauche et les citoyens de la nation française : la croissance économique capitaliste nie le développement humain, car seul le communisme société sans classes et sans frontières est à l'ordre du jour. La réduction du temps de travail au sein du capitalisme pourrait à nouveau illustrer notre propos tant

la division policée du travail et l'augmentation de la productivité qu'elle suppose, amoindrissent les individus. Mais à l'échelle humaine mondiale qu'affecte et détériore la croissance capitaliste, les guerres, les famines ainsi que toutes les catastrophes sociales l'illustrent encore mieux en même temps qu'elles désignent comme anti-humaines toutes revendications et sentiments nationalistes.

Par conséquent la stérilité du débat politique est antérieure à l'arrivée de la gauche au Pouvoir, et celle-ci, y compris à travers le seul P"S", n'a pas trahi essentiellement ses objectifs... capitalistes et nationalistes.

Alors trahison ? Non ! Mais par contre usurpation du mot socialisme à la tête de laquelle s'inscrit l'accusateur n°1, le P"C"F depuis la contre-révolution russe fer de lance de la contre-révolution mondiale.

D'aucuns pourraient nous reprocher de ne pas établir le fameux bilan de l'expérience "socialiste" que tous les politiciens promettent sans en annoncer vraiment la couleur tant les exigences actuelles les réunissent tous autour d'une politique ouvertement anti-ouvrière. Mais nous ne sommes pas de ceux qui comparent les statistiques sur le chômage avant les élections, et qui, une fois au pouvoir, les maquillent. Nous n'appartenons pas plus au camps des désillusionnés ou des déçus d'un socialisme inexistant. S'il est vrai que ce bilan ne peut être réalisé honnêtement qu'en partant de la condition de la classe ouvrière, il ne faut pas toutefois oublier que ces cinq dernières années s'inscrivent dans plus d'un siècle d'exploitation. Envisagé de cette manière nous pouvons dire que le débat est dépassé dans la mesure où le rôle contre-révolutionnaire du P"S" et surtout du P"C"F était déjà historiquement démontré avant le 10 mai 1981.

N'en déplaise aux soutiens critiques de la gauche, les trotskistes, dont les tactiques, le suivisme religieux par rapport aux ouvriers et les grossières analogies avec la révolution politique en Russie les conduisent à force d'inertie intellectuelle, dans les bras du stalinisme. Alors que la principale force réactionnaire, le P"C"F, s'amoindrit, les trotskistes et plus particulièrement "Lutte Ouvrière" prennent sans condition sa défense, atténuent son nationalisme et lui réserve l'initiative d'une alternative "révolutionnaire" qu'ils sont incapables de proposer. Ceux qui espèrent à travers le soutien critique une nette désignation de l'ennemi de classe en sont pour leurs frais et ne peuvent sérieusement pas exiger des organisations trotskistes qu'elles leur découvrent une véritable perspective révolutionnaire.

Il nous faut mettre les points sur les I. Toutes ces histoires de bilans révélateurs et de comptabilité sont de la foutaise au regard de la condition de classe du prolétariat car elles révèlent avant tout les difficultés de la Nation pour demeurer compétitive. Le plus intéressant c'est qu'elles concentrent toutes les forces réactionnaires et rabaissent la polémique démocratique au dessous du moindre désir d'humanité.

C'est pourquoi pour les révolutionnaires, dont l'activité et la pensée n'évoluent pas en fonction d'une quelconque alternance, il s'agit de réitérer leur attachement aux intérêts historiques du prolétariat, qui signifient la suppression de l'exploitation et l'avènement de la société sans classes : le communisme.

C'est en partant de ces intérêts, et en prévenant donc contre tout immédiatisme étroit ou anti-communiste dans lequel ils incluent l'anti-fascisme (futur hochet démocratique de la gauche et de son extrême), que les révolutionnaires appellent la classe



LISEZ "L'ARME DE LA CRITIQUE" !

supplément à "ALARME"

D'une catastrophe à l'autre...

Tremblement de terre au Mexique. Glissement de terrain en Colombie. Horreur et damnation ! Mère nature a encore fait des siennes. Le fait accompli, "l'humanité" d'un système basé sur l'aliénation et l'inhumanité montre sa solidarité à grands renforts de publicité. L'hypocrisie n'a décidément pas peur d'exhiber son visage hideux.

Ce n'est pas l'horreur des catastrophes qui inspire ces quelques lignes, mais tout simplement le mépris et la colère d'une espèce trop souvent considérée en voie de disparition, mais qui a su et qui sait encore lutter à contre courant en creusant telle une taupe la possibilité d'un avenir pour l'humanité. Cette espèce ce sont les révolutionnaires, ceux là même qui n'acceptent ni l'existence matérielle de la société divisée en classes, ni la logique de tous ses défenseurs.

Alors droit au but. S'il est vrai que le tremblement de terre au Mexique et le glissement de terrain boueux en Colombie n'ont pas été directement provoqué par la société capitaliste mondiale, les victimes en grande partie sont les victimes de cette société moribondé. Et c'est à double titre, d'une part parce que durant leur survie elles étaient la proie d'une société bien précise gérant leur insatisfaction, et d'autre part parce que les moyens techniques et scientifiques dont dispose cette société pouvaient leur éviter la mort si atrocement reproduite par images interposées.

Ajoutons à ceci le plus important. C'est grâce à la victime insatisfaite toute sa vie durant, qu'ont été créés les moyens scientifiques et techniques qui auraient pu la sauver de la catastrophe naturelle. En effet les moyens scientifico-techniques de la société capitaliste n'existent que grâce à l'exploitation de l'homme par l'homme et ne sont donc pas uniquement le produit de quelques cerveaux pour aussi géniaux qu'ils soient.

L'avalanche boueuse en Colombie était prévue. Quant au seisme au Mexique, prévu ou non (nous laissons les spécialistes se battre à coup de réthorique) les moyens anti-sismiques existent pour éviter ou amoindrir l'anéantissement de vies humaines. Et pourtant !!! La triste réalité est là. Encore faut-il vouloir la transformer de fond en comble puisque la modifier ne sert à rien.

S'il est vrai que le potentiel industriel et économique du monde capitaliste est en augmentation et non en baisse, il est tout aussi vrai que plus il se développe, et plus les conditions de vie de la masse humaine face aux cataclysmes naturels et historiques empirent. Elles empirent non pas seulement par volonté machiavélique des monstres qui dirigent le monde mais à cause de la nature intrinsèque de la société qu'ils dirigent. Car s'il est vrai que les classes exploitées ont toujours eu et auront toujours tout à perdre et rien à gagner, techniciens et spéculateurs firent observer à la haute bourgeoisie depuis belle lurette que les épidémies ne s'arrêtent pas devant les différences de classes et qu'on peut mourir de choléra même dans la maison des riches. Quand le navire coule les passagers de luxe coulent eux aussi, à demi-nus, comme les pauvres diables, ou peut-être en habit de galat. La sécurité est donc indispensable pour tous : on ne peut s'en foutre complètement comme dans les mines où ne descendent que les parias de la production, avec quelques ingénieurs, mais sans les maquereaux de la décoration puisque, de toute façon, il fait noir.

Mais le problème réel, c'est qu'indépendamment du degré d'humanisme, de bonne volonté ou d'intelligence des maîtres du monde, c'est le mécanisme du système économique qu'ils vénèrent et qu'ils croient diriger qui les domine de fait. Incapable de lutter, même pour sauver sa propre peau, contre le démon de l'affairisme, de la super production, du super profit, la classe dominante montre que son contrôle de la société est irréalisable et utopique. Les ministères pour l'environnement, pour la prévision des catastrophes naturelles etc... peuvent croître mais seulement pour limiter quelque peu les dégâts, non pour employer tous les moyens nécessaires pour dominer la nature, au moment même où la course au profit la détruit. Nous pourrions ajouter à notre réquisitoire l'immense budget orienté vers l'industrie destructrice (l'armement, le nucléaire...) au détriment des besoins essentiels de l'être humain ; la famine, la sécheresse, la guerre et un grand etc. qui multiplierait le nombre des victimes du Mexique et de la Colombie. Mais ce n'est pas nécessaire pour prouver la validité de nos propos.

Ne voulant pas dominer un système qui fait de nous de simples marchandises, nous voulons le détruire pour anéantir notre condition d'esclaves à la merci du patron, de l'Etat, du syndicat, de la guerre, de la famine... et des catastrophes naturelles contre lesquelles existent des moyens que nous ne pouvons utiliser faute d'harmonie entre individu et collectivité sociale.

La thèse la plus répandue pour imputer la faute au gouvernement x, au parti y, au technicien z soutient que la société capitaliste contemporaine, avec son développement scientifique, technique et productif, place l'espèce humaine dans les meilleures conditions pour lutter contre les difficultés du milieu naturel. Mais cela encore une fois n'est qu'hypocrisie parce que dans le cadre du système capitaliste tous les moyens dont il dispose ou pourrait disposer ne peuvent être mis en branle. C'est en ce sens que les victimes de Colombie et du Mexique sont les victimes du système mondial basé sur le salariat. Et ce système peut toujours parader avec ses troupes de secourisme ! La seule chose qu'il peut mériter c'est d'être détruit.

A droite ou à gauche, au gouvernement ou dans l'opposition tous les administrateurs du capital de par le monde sont responsables de la première atrocité : l'existence de la société de classe au moment où toutes les conditions matérielles sont présentes pour sa destruction.

SUITE DE L'ARTICLE PAGE 8

Abonnements ALARME
1 an ... 4n° ... 20f
ALARMA
1 an ... 4n° ... 20f

7

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de ALARME CCP n° 151628 U Paris

Lors des inondations catastrophiques de la vallée du Pô en Italie Bordiga concluait en faisant référence aux deux bandes opposées mais toutes deux désireuses de gérer les affaires capitalistes de l'Etat de la façon suivante :

" Mais aux grands moments de l'histoire, le courant brise toutes les entraves, sort de son lit et "bondit" comme le Pô à Guastalla et au Volano, dans une direction inattendue emportant les bandes sordides dans la vague irrésistible de la révolution, renversant les digues de toutes sortes, et donnant à la société comme à la terre une face nouvelle ".

Lutte de classe et chômage

La crise économique, tout le monde en parle ; les uns pour faire passer la modernisation, clé du futur bonheur et du plein emploi, les autres, pour montrer qu'elle est irrémédiable et donc génératrice d'une remontée des luttes qui, conjuguées à l'avant-garde consciente, permettra le raz-de-marée révolutionnaire. Pour les uns la crise pousserait, malgré le mauvais moment à passer, à la relance de la croissance (le fameux 'Vive la Crise' d'Yves Montand), pour les autres elle représente une condition nécessaire et donc objective du déclenchement de la révolution (le fameux, mais moins connu, "Salut à la Crise" de Révolution Internationale). En fait il n'y a pas aujourd'hui de crise générale de surproduction bien qu'elle soit potentiellement possible tout comme la révolution avec ou sans crise économique.

Cet article n'a pas pour objet de définir ce qu'est une crise de surproduction (en fait de sous-consommation) car nous ne ferions que répéter certains écrits de Marx. Nous ne voulons traiter que du problème de la lutte de classe aujourd'hui et du rôle du chômage. Mais pour bien comprendre ce à quoi nous voulons en venir nous devons placer la situation actuelle dans son contexte historique, c'est-à-dire qu'au lieu d'examiner à la loupe les courbes de croissance, de productivité et autres, il nous semble plus pertinent et plus juste de partir des paradoxes qui déterminent encore plus fortement aujourd'hui qu'hier la contradiction principale du capitalisme mondial : l'antagonisme entre le capital et le travail. Notre principale base économique pour estimer la situation politique mondiale, ce ne sont ni les difficultés du capitalisme, ni le chômage, ni les perspectives d'une reconversion industrielle et encore moins la prétendue crise du surproduction. Tout

ceci ne serait que pur économisme, et donc de fait, une manière de se plier en fin de compte à la logique et à la contamination cérébrale que veut nous imposer le capitalisme. Notre base économique est plus large, la seule compatible avec la conception matérialiste et dialectique de l'histoire. Le capitalisme en tant que système social, indépendamment du bon ou du mauvais fonctionnement de son économie, a créé plus que les conditions nécessaires pour être balayé par la classe prolétarienne sur laquelle il repose. Le seul problème réel d'aujourd'hui est l'énorme décalage entre ce qui est rendu possible objectivement et la misérable condition subjective générale : c'est l'absence ou l'ignorance d'une pensée théorique révolutionnaire.

"Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement ce fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que la dissolution des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence."

K. Marx

(Manifeste du parti communiste. 1847)

Les éléments d'une société nouvelle se sont formés il y a belle lurette parce qu'existaient déjà les conditions historiques de leur apparition, et depuis le XIX^e siècle le prolétariat a montré de nombreuses fois qu'il était porteur de "la dissolution des anciennes conditions d'existence" et donc de la transformation radicale de la société. L'histoire moderne de la lutte des clas-

ses est jalonnée de victoires (dans le sens de l'affirmation de l'indépendance de classe) et de défaites suivies de périodes plus ou moins longues d'apathie au sein de la classe historiquement révolutionnaire : le prolétariat. La désorientation actuelle pour ne pas dire la passivité de notre classe dans bon nombre de cas, est due à l'immense impact contre-révolutionnaire répandu depuis Moscou par la force des armes ou celle de la propagande mensongère rendue possible par l'extraction de plus-value, l'exploitation, la sueur et le sang du prolétariat en Russie.

L'élan d'un mouvement internationaliste initié en Russie a eu des répercussions nettement révolutionnaires jusqu'en 1937 en Espagne alors même que la révolution avait été massacrée en Russie; et c'est cette dernière qui détruira les armes à la main le mouvement révolutionnaire en Espagne livrant pieds et poings liés le pouvoir à Franco. La fameuse crise économique mondiale de 1929, malgré ses effets tant vénéérés par bon nombre de révolutionnaires actuellement, n'a pu inverser le courant et au contraire a facilité l'écrasement du prolétariat à l'échelle mondiale, où ce dernier cherchait pitance et donc travail à tout prix allant jusqu'à renforcer par exemple les S.A nazis en Allemagne. L'énorme décalage que quiconque peut constater entre les possibilités objectives d'une société débarassée des frontières et des classes sociales et l'état actuel de la conscience révolutionnaire de classe n'est pas du directement ni à la crise économique de 1929 ni en soi à la gigantesque croissance des forces productives après la seconde guerre mondiale, mais bel et bien à ce que nous venons d'exprimer brièvement ci-dessus.

Ceci étant précisé, et nous continuerons à le faire sous différentes formes dans toutes nos publications à venir, nous pouvons aborder maintenant la question de la lutte de classe et du chômage aujourd'hui. Dans le même manifeste que nous citons au début de cet article, il est dit que : "le résultat véritable de leur lutte (celle des prolétaires. Ndr) est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs". Nous réaffirmons cette idée émise en 1847 mais non sans tenir compte des changements survenus au sein même du système de domination capitaliste. En effet, depuis, des organismes tels principalement les syndicats sont devenus de par leur nature intrinsèque des organes de régulation capitaliste et la principale force

policière au sein d'une classe qui pour consolider son union grandissante doit et devra les piétiner chaque jour plus fort. L'indépendance de classe et par conséquent la révolution sociale ne seront force matérielle qu'à ce prix. Mais le syndicalisme n'empêche pas l'union grandissante du prolétariat uniquement par son dirigisme bureaucratique, fait que bon nombre de lèche-bottes du stalinisme plus connus sous le nom de trotskistes pourraient reconnaître. En effet la forme bureaucratique est elle-même l'aboutissement d'un contenu spécifiquement capitaliste.

Les 'revendications' syndicales font en fait partie de la programmation capitaliste ; une réduction des heures de travail est ainsi en relation avec un accroissement de l'exploitation, une hausse des salaires avec une hausse des prix etc. Les "revendications" syndicales ont donc pour objectif de cacher ou de permettre un accroissement de l'exploitation et la continuité de la paupérisation relative (et même absolue pour les secteurs non viables pour l'économie capitaliste) du prolétariat. Ce qui n'empêche pas que le syndicat, acculé par une radicalisation de la classe ne reprenne certaines de ses consignes, pour mieux le mystifier, de la même manière que le capitalisme est prêt à faire des concessions pour reprendre la situation en main et en fin de compte écraser le prolétariat. De façon générale le syndicalisme nous impose, au nom de l'immédiatisme et de la lutte revendicative', son réalisme capitaliste, avec toutes les luttes bidons et les négociations qu'il sous-tend. Ce que le capitalisme accepte du haut de la dictature qu'il impose à la société, ce sont des partenaires sociaux tout aussi responsables que lui devant le salariat qui l'alimente. Ce qu'il n'accepte pas ou qu'il doit parfois subir la peur au ventre, c'est la lutte du prolétariat en tant que classe antagonique qui se dresse face à ses intérêts.

D'autre part, s'il est vrai que pour le prolétariat dans son ensemble la lutte quotidienne est "l'école de guerre du communisme" en tant que révolutionnaires produits et à la fois facteurs agissant, nous ne pouvons défendre objectivement des actions qui divisent notre classe ou/et qui renforcent notre ennemi au nom du très célèbre adage "ne pas se séparer de la masse", car de fait c'est le capitalisme qui nous en sépare à l'aide de tous ses partis dits ouvriers et de ses syndicats, ce avec l'immense panoplie de moyens dont il dispose ; de la calomnie la plus cynique au coup de force des bonzes syndicaux.

Concrètement à quoi assiste-t'on aujourd'hui. La restructuration industrielle liée aux nécessités de l'accumulation du capital se débarrasse de secteurs anciens, caduques parce que non rentables, ce qui provoque une augmentation de l'armée de réserve constituée par les chômeurs. Mais d'un autre côté malgré les difficultés le capital continue de s'accumuler. Il y a accumulation de richesses à un pôle et accumulation de misère relative ou absolue à un autre pôle, de la même façon que l'existence de pays riches implique l'existence de pays pauvres. La tension sociale résultant de cette situation spécifique (restructuration) du capital n'engendre pas automatiquement une conscience révolutionnaire de classe, d'autant plus qu'aucune organisation révolutionnaire ne peut prétendre aujourd'hui avoir un réel impact au sein du prolétariat. Ce fait malheureux nous le devons aux loyaux services que la contre-révolution russe a donnés au capitalisme mondial. Les forces réactionnaires en milieu ouvrier coupent court à toute perspective remettant en cause l'exploitation même de la force de travail et annulent toute solidarité de classe pouvant consolider la seule union prolétarienne qui ébranlerait le monde, cette union qui ne doit s'occuper que de ses intérêts, refusant la parcellisation de la lutte, la séparation entre travailleurs et chômeurs, entre nationalités, sexes, etc. Cette ou ces séparations sont facilitées par la peur de perdre le poste de travail pour ceux qui en ont un, et l'obsession d'en trouver un pour ceux qui n'en ont pas. Au moment des licenciements peut se "déchaîner" ainsi le grondement d'un prolétariat soumis d'avance aux exigences-mêmes du capital, de son économie, de ses entreprises, de "sa nation". Jusqu' longtemps il n'y a pas eu de réponse collective et solidaire de la part du prolétariat contre l'attaque que perpétue ce système meurtrier. Les grèves contre les licenciements sont sectorielles ; quand on licencie dans la sidérurgie, l'automobile se tait et vice versa. Même si le nombre de licenciés est réduit par les luttes dans un secteur, c'est à une défaite ouvrière que nous assistons en fait, tout en considérant qu'à travers la lutte, certaines franges du prolétariat aient pu avoir tendance à se radicaliser

Tout le monde craint le chômage, et le bon vieux travail salarié apparaît comme une libération alors qu'il en est la cause et que c'est par son abolition que l'humanité pourra mériter ce nom. Ce système basé sur le profit poursuit sa course folle alors que notre classe n'arrive pas à répondre correctement avec la force potentielle que lui confère sa position sociale dans les rapports de production. Or pour répondre au capital, le prolétariat a besoin de sa conscience et de sa force, non point de charité ou de contemplation ouvriériste. En tant que prolétaires révolutionnaires nous vivons la même situation que nos frères de classe, et nous devons nous faire remarquer non par un suivisme mou-tonnier mais par ce qui nous caractérise; notre volonté communiste qui s'appuie non sur une géniale idée utopique mais sur les possibilités concrètes de leur réalisation. Nous devons donc partir de la nécessité urgente du communisme pour poser les problèmes aujourd'hui, et non l'inverse, ce qui nous circonscrirait dans le cadre même du capitalisme. Si des chômeurs constituent des comités ils ne doivent pas le faire en tant que chômeurs mais en tant que prolétaires admettant des camarades qui travaillent. Ils doivent de par leur possible mobilité, imposer la solidarité de classe à ceux qui se trouvent dans le bagne de la production, car c'est de l'attitude classiste de ces derniers que dépend la constitution d'une force sociale capable de s'imposer. Nos revendications ne peuvent avoir pour objet "d'améliorer" le système basé sur notre exploitation, elles ne peuvent par conséquent pas tenir compte des possibilités de l'économie capitaliste de l'entreprise, de la nation, des cartels, trusts, ou de l'Etat, mais au contraire être dirigées contre eux. Il faut par conséquent s'organiser pour montrer notre force et notre conscience sur des axes revendicatifs qui attaquent l'accumulation du capital d'une part et qui préfigurent en même temps les mesures nécessaires à la dictature du prolétariat et à l'abolition du salariat. Nous ne voulons pas de la répartition de la misère (chose que propose le syndicat des chômeurs) mais profiter directement de la richesse produite par notre classe. Sur les lieux de travail, les prolétaires doivent non seulement lutter contre les licenciements mais ils doivent combattre

pour la réduction massive des heures de travail et pour une augmentation de leur salaire réel en demandant l'incorporation de leurs camarades sans travail. Possible ou impossible à réaliser, l'important c'est qu'après chaque lutte victorieuse ou défaite, le capital sache qu'une classe prend chaque fois plus conscience de sa force, de cette force que la camisole de force syndicale veut anéantir. Et ce n'est pas un hasard si un syndicat de chômeurs est apparu en France et organise des actions et des manifestations qui tendent à briser le moindre esprit de révolte, et surtout la moindre volonté de lutte active et

conjointe entre chômeurs et travailleurs ayant un poste où se faire exploiter.

Revendiquer, se défendre, OUI, mais pour ne plus avoir à le faire ; pour que le capitalisme et tous ses serviteurs tremblent devant le spectre du communisme, de Washington à Moscou, de Pékin à Istamboul, de la Havane au Salvador.

Nous ne sommes ni des mendiants ni des gueux. Nous sommes une classe qui doit réaffirmer son existence pour mieux se détruire et en finir avec les Etats, les frontières et les classes ! sociales !

Un vrai stalinien

Mr. Juquin déclare aujourd'hui que le "PC" F a pris et prend ses ordres auprès de Moscou. En particulier il cite le cas de l'Afghanistan. Lorsque ce pays fut envahi par les troupes russes, au cours de ce qu'il convient d'appeler une guerre de rapine et de conquête de type colonial, G. Marchais et le bureau politique du "PC" se sont précipités à Moscou pour demander à Souslov ce qu'il fallait dire à ce sujet. Marchais, en bon élève, fit une déclaration publique de soutien à l'invasion, depuis Moscou.

Nul ne doute que Mr. Juquin dit la vérité. Il était alors le dauphin désigné du Parti et se trouvait aux premières loges. Trop impatient, il a été éliminé par la Troïka Marchais-Plissonnier-Viannet. Aujourd'hui son dépit ne lui laisse d'autre ressource que de dire une vérité, seule façon d'égratigner la forteresse du mensonge concentré, la concentration du mensonge fortifié, le Parti auquel il appartient depuis si longtemps.

Bien sûr nous croyons Mr. Juquin puisqu'il dit ce que nous savions déjà. Si l'on laisse parler Mr. Juquin, outre les considérations politiciennes, c'est qu'il est malhonnête. L'Honnête Homme, aujourd'hui, celui qui dit une ou quelques vérités essentielles, mérite notre considération.

Et décidément Mr. Juquin est incorrigible. Il révèle une vérité bien banale à grand fracas pour cacher la vérité fondamentale : le "PC" F n'est pas communiste, la Russie et ses prolongements représentent la force contre-révolutionnaire, anti-ouvrière, la plus considérable historiquement qui ait jamais existé contre le communisme. Non seulement Mr. Juquin tait cela mais il laisse entendre ce que dit déjà Mr. Fizbin ; à savoir que la Russie c'est du socialisme d'état qui mène au capitalisme d'état. Cette falsification du socialisme, à double titre puisque la Russie est capitaliste, n'a jamais été socialiste et que le socialisme détruit l'Etat, a un but : montrer que toute révolution est inutile et mène à la barbarie.

Mr. Juquin a bien mérité du Capital et en particulier du Capitalisme d'Etat dont il est un authentique produit.

Que Mr. Juquin ne s'attende pas aujourd'hui à notre considération pour ses "révélations", pas plus qu'il ne devra s'attendre demain à la mansuétude du Proletariat en armes !

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris.

Nicaragua: vers le parti-état

Tous les moyens sont bons pour sauver la " Révolution " ! Ainsi l'entendent les dirigeants sandinistes qui ont suspendu pour un an les "libertés individuelles" en particulier la liberté d'expression, d'information et de libre-circulation, le droit de grève, c'est-à-dire tout ce qu'octroie la Démocratie, une des formes que revêt le Capital pour mieux affirmer sa domination.

Le commandant Ortéga justifie ces mesures par " la nécessité d'affronter le renforcement d'une oppression extérieure qui vise à détruire la révolution nicaraguayenne ". Mais bizarrement ces mesures sont prises à la suite d'une grève des ouvriers du Bâtiment et qui ont manifesté devant le siège du gouvernement, et non à la suite d'une nouvelle offensive des " contras ". Tout ceci n'est qu'une farce, car les soi-disant libertés individuelles ont depuis longtemps brillées par leur absence dans ce petit pays. Ortéga a seulement institutionnalisé par un décret la répression déjà insaurée. Pour consolider leur pouvoir les sandinistes n'ont pas hésité à s'attaquer à un secteur de l'église qui s'était prononcé en faveur d'un " dialogue national " avec les représentants de l'opposition armée anti-sandiniste. Mais tout cela n'est que querelle de pouvoir circonscrit à un système basé sur l'exploitation et le profit. Au Nicaragua rien de nouveau ! Tout mouvement qui ne s'attaque pas aux bases mêmes du système et qui n'a pas comme but la révolution sociale internationale, ne peut-être que réactionnaire.

Ne pouvant rester isolés, les sandinistes ont dû s'aligner aux côtés d'une des deux grandes puissances capitalistes. Ils ont choisi bien évidemment le plus offrant: le Capitalisme d'Etat russe. Grâce à son soutien, les sandinistes ont pu jusqu'à présent contenir la pression militaire des " contras ". Mais pour avoir droit à la protection du Grand Frère russe, le gouvernement nicaraguayen n'a pas eu besoin de se cacher derrière l'étiquette socialiste. De toutes façons les sandinistes ont toujours donné de solides garanties de défenseurs du capital; quel meilleur exemple que le décret qu'Ortéga vient d'annoncer à la population ! Pour les russes, l'aide au gouverne-

ment sandiniste se traduit par l'élargissement de leur zone d'influence gagnant ainsi des points sur le capitalisme occidental.

Mais que se cache-t-il derrière cette mascarade de révolution ? Mis, à part les nouvelles mesures draconiennes, la population souffre du manque de transport, de pénurie alimentaire, du marché noir, de la spéculation, sans oublier l'impossibilité totale de s'exprimer sans risquer la prison. Quelle différence avec les traditionnelles dictatures -improprement appelées fascistes-, que l'Amérique-Latine connaît si bien ? Dans les deux cas ce sont les mêmes valeurs qui dominent: la Patrie, l'Etat etc. On exalte le sacrifice patriotique qui doit s'exprimer aussi par le travail, notamment par une campagne pour gagner " la bataille de la production " afin d'améliorer la productivité: tout cela entraîne un surcroît de travail pour les classes exploitées. Une des principales caractéristiques de ces pseudo-révolutions est la militarisation de la population, son endoctrinement idéologique. D'autre part les sandinistes en matière de terrorisme n'ont rien à envier à des régimes comme l'Iran et mieux encore comme Cuba qui après 26 ans de " révolution socialiste " n'octroie même pas les libertés de la démocratie bourgeoise, qui elles-mêmes s'auto-éliminent dès que le prolétariat s'affronte à la base du système qui l'exploite. Ces régimes basés sur l'exploitation de classe n'a qu'un seul but: s'affirmer comme fraction du Capital international.

Nous ne pouvons de ce fait soutenir sous aucun prétexte, au nom du peuple ou du " socialisme ", des mesures qui sont une attaque contre le prolétariat et destinées à perpétuer la société divisée en classes. Nous demandons aux " gauchistes " s'ils sont encore en admiration devant les exploits de la " glorieuse révolution nicaraguayenne ", et s'ils continuent à apporter leur soutien aux satrapes sandinistes. Dans leur logique aujourd'hui plus que jamais il faudrait soutenir l'Etat capitaliste nicaraguayen face à l'agression du méchant " Oncle Sam ". Nous, nous disons au prolétariat au Nicaragua: retournez vos luttes contre le FSLN qui vous opprime et vous exploite au nom d'une pseudo-révolution. Les sandinistes n'ont fait que remplacer la vieille clique capitaliste de Somoza. Pour affermir leur pouvoir ils sont disposés à frapper fort, très fort même, surtout s'il s'agit d'une opposition ouvrière dont les intérêts sont irréconciliables avec le capital. Par contre

il est possible que les différentes fractions capitalistes -en l'occurrence sandinistes et contras- puissent s'accorder face au péril d'une contestation ouvrière qui mettrait en question leurs intérêts capitalistes. Aucun soutien donc aux nouveaux patrons du Nicaragua.

Nous dénonçons toutes les formes d'oppression instaurées par le FSLN que ce soit sous la forme de comités, de syndicats sandinistes ou de décrets. Au Nicaragua comme ailleurs la seule lutte possible c'est le combat pour le communisme, l'abolition du travail salarié.

Pérou: l'a-p-r-a réalise l'union nationale

Lorsque prit fin le processus électoral, législatif et présidentiel, avec la victoire de l'APRA et l'élection de Alan Garcia comme président du Pérou, le représentant de la Gauche Unie, Barrantes, se précipita pour présenter ses meilleurs voeux au nouvel élu. Cette comédie ressemblait à un mauvais film dont personne ne connaissait le scénario fumeux, la griserie électorale faisant oublier les milliers de chômeurs, les milliers d'enfants morts de malnutrition, la prostitution élevée... Cependant, ceux qui n'ont pas sonné dans cette ivresse sont les propres "réalisateurs" de la comédie, dramatique pour les exploités niés en tant qu'individus. Pourtant la classe ouvrière était présente dans la rue et dans les usines occupées. Avant les élections des milliers de prolétaires manifestaient leur mécontentement : grèves dans la Santé, la fonction publique, les postes, etc. Malgré cette combativité, les syndicats, les partis de gauche, les trotskistes ont dévoyé ces luttes vers la lutte bidon pour l'alternance démocratique. Il faut rappeler que les trotskistes ont été élus pour faire partie du parlement capitaliste à l'assemblée constituante en 1979 pour... contribuer à la modernisation de la constitution et ce toutes tendances confondues, depuis Hugo Blanco de la IV internationale version Krivine-Mandel jusqu'à Ricardo Napoli, hier lambertiste (PCI) aujourd'hui tendance Moreniste. Tous veulent participer à la tribune de "l'hémi-cirque" pour avaliser le système démocratico-bourgeois, ce qui leur permet d'affirmer leur tendance pro-capitaliste d'Etat et en fin de compte de contrer les intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

Si à l'époque du capitalisme ascendant, Marx, Engels et la quasi totalité du mouvement ouvrier soutenaient la bataille pour la démocratie et l'utilisation des parlements comme "tribunes révolutionnaires", aujourd'hui en pleine décadence sociale (moment où la seule issue pour l'humanité est la société sans classes) il faut être idiot et à coup sûr anti-communiste de ne pas affirmer que toute participation au parlement ou tout autre institution (syndicats) est contraire aux intérêts du prolétariat, et renforce matériellement et idéologiquement le capitalisme. Aujourd'hui plus que jamais il faut reconnaître la juste conclusion de la gauche germano-hollandaise et de la gauche italienne contre Lenine sur cette question. Les trotskistes, fossoyeurs de la révolution sociale, ne se distinguent pas des staliniens dans leur visée capitalistes d'Etat

Du fait de la contre-révolution stalinienne, l'internationale communiste d'abord produit de la révolution mondiale initiée en Russie, deviendra un ensemble de partis agents du KGB en milieu ouvrier, et les P"C" seront les ambassadeurs du capitalisme d'Etat russe dans ses négociations avec le capitalisme occidental "libéral". De la même façon, la contre-révolution agira pour empêcher la cristallisation d'un parti révolutionnaire au Pérou.

Ainsi, lorsque, le 2eme gouvernement de Belande (prédécesseur de A. Garcia) se trouva face à une crise économique et sociale très grave, le P"C"P et sa filiale syndicale la CGTP ont joué les cartes de la Gauche Unie, en récupérant les mouvements de protestation vers la mobilisation pour la mascarade démocratique. Une nouvelle fois, le secrétaire général du P"C"P, Jorge del Prado, et les organes du P"C"P et de la CGTP ont dévié le mouvement prolétarien de sa lutte historique contre le capitalisme. La CTP centrale des travailleurs du Pérou pro APRA a elle aussi mit son grain de sel pour écloper et encadrer le mouvement de mécontentement. Elle proposa elle aussi des solutions à la sauce démocratique. Ainsi, toutes les fractions du capital, d'inspiration capitaliste d'Etat (trotskistes, maoïstes, gauche-unie...) et capitaliste libérale (APRA, AP, PPC) ont réussi, chacune à leur manière à dévoyer les prolétaires sur le terrain bidon de

la lutte pour un capitalisme de forme parlementaire. Dans ce contexte international d'orages réactionnaires (surtout par le poids politique et idéologique du stalinisme), ces fractions capitalistes ont davantage enfoncé la conscience de classe du prolétariat. De fait, Alan Garcia a obtenu un soutien majoritaire à son programme "anti-impérialiste" de gouvernement. Toutes les classes sociales y ont vu une solution à leur sort, une issue à la débâcle économique et sociale. Enfin un programme "national" ! Comme le déclarait Garcia "être anti-impérialiste aujourd'hui, c'est refuser ce joug qui nous a asservi".

Non camarades ! Il faut réagir. L'anti-impérialisme est aujourd'hui un mot clé soi-disant libérateur pour vous regrouper derrière un torchon aux couleurs nationales. Aujourd'hui plus que jamais pour en finir avec l'exploitation d'une nation par une autre nation, il faut en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Et pour ce faire nous devons pratiquer ce que Karl Liebknecht (révolutionnaire allemand lâchement assassiné en 1919) proclamait : "lutter d'abord contre sa propre bourgeoisie nationale", seule façon d'étendre notre mouvement émancipateur a-national capable de détruire les deux grands blocs impérialistes et par conséquent les frontières. L'anti-impérialisme de l'APRA est un bien piteux reflet d'une volonté nationale et impérialiste d'un passé révolu.

L'Etat de grâce a permis à Alan Garcia de réaliser une formidable campagne de moralisation. Le système social dévoilant sa véritable nature (corruption, trafic de drogue etc...) en se désintégrant, A Garcia "le messie", apparaît et encourage la bourgeoisie a restauré ses valeurs morales et la règle du jeu contractuelle. Il faut relever les intérêts spécifiques de la patrie, de l'Etat, de la Nation. Mais ce volontarisme ne fera pas long feu, la bourgeoisie en tant que classe propriétaire individuelle des moyens de production n'existant presque plus d'autant moins nationalement que les intérêts du capitalisme sont imbriqués de façon internationale. Le rêve "rousseauiste" de Garcia ne peut se réaliser parce qu'historiquement caduque,

Dans cette perspective de restauration des valeurs morales et nationales de la bourgeoisie, A Garcia a destitué 37 généraux coupables de corruption et de trafic de drogue. Le Général inter-armées a été limogé pour excès de zèle dans la répression des paysans soupçonnés de sympathie pour le non moins réactionnaire "sentiers lumineux" dans les zones qu'il occupe. Mais pour A Garcia, et c'est normal, ce qui ne sera jamais destitué ce sont les institutions répressives (Police, armée) qui sont les piliers de l'Etat capitaliste, pas plus que les canaux qui alimentent le capital et ne laissent qu'un misérable salaire aux prolétaires. Nous sommes obligés de vendre notre force de travail pour survivre, même si dans le cas du Pérou le nombre de salariés est peu élevé - raison de plus pour unifier nos luttes - et que la grande majorité est condamnée au sous-emploi et au travail au noir. Ce qui pèse sur nos épaules de prolétaires c'est le poids de l'exploitation millénaire, morbide et inhumaine.

Une de ses aspirations étant de devenir le super leader de l'Amérique Latine, un nouveau Simon Bolivar capable de concrétiser le rêve d'une Amérique latine grande et unie. Ce qu'il ne dit pas c'est que l'Amérique latine et le monde entier sont déjà unis mais par le néfaste système capitaliste. La création du "groupe de Lima" pour supplanter Castro n'est originale que dans la perspective d'aider le régime contre-révolutionnaire du Nicaragua et d'appuyer le "groupe de Contadora". Ce qui tient à coeur A Garcia c'est le paiement avec 10% des exportations contre remboursement de la dette extérieure. Cette mesure est son cheval de bataille, chargée de démagogie pour attirer les masses vers l'accord avec son programme d'assainissement capitaliste... "Je n'ai pas été élu par les fonctionnaires du FMI, mais par le peuple péruvien avec lequel j'ai un compromis, et pour cela je demande à tous ceux qui ont voté pour moi de m'appuyer dans cette croisade nationale" déclarait-il. Cette proposition a aussi bénéficié du consensus général des fractions capitalistes. L'Etat de grâce et le naturel de Garcia face aux masses ont réussi à endormir la combativité des prolétaires, avec la complicité de la Gauche.

La problématique des pays débiteurs d'Amérique latine, et particulièrement du Brésil, de l'Argentine, du Mexique, du Venezuela, pose de très graves problèmes pour le remboursement des prêts aux banques internationales. Cette impasse n'est pas caractéristique du Pérou, elle fait partie des contradictions propres au capi-

talisme. La récente réunion entre la banque mondiale et le FMI à Séoul tentait de résoudre la question. Par ailleurs, la classe capitaliste essaye de trouver des solutions ; de Kissinger qui propose une sorte de "plan marshall", à Castro qui précède (alors que lui-même a déjà négocié sa propre dette) le non paiement de la dette et l'instauration d'un nouvel ordre économique international. De plus, ce sauveteur du système capitaliste met en garde les impérialismes d'Est et d'Ouest devant le danger d'une explosion sociale dans toute l'hémisphère en cas de statu quo, c'est-à-dire contre l'éventuelle révolution communiste qui fera sauter tout le système eux compris. Cet ingénieur spécialiste en construction de barrages anti-prolétarien ne pourrait alors pas trouver un seul bunker pour se protéger quand le prolétariat prendra les rênes de sa destinée en mains. Les Castro, Gorbatchev, Reagan, Deng-Xiao-Ping et autres Garcia ne trouveront pas un seul trou où se terrer ! La classe ouvrière détruira le système en entier en brisant les chaînes du salariat qui l'opprime.

L'autre cheval de bataille de l'APRA est le programme de réactivation capitaliste. Pour réduire l'inflation, le gouvernement a demandé un compromis entre patronat et centrales syndicales pour le gel des prix. S'adressant aux industriels A.Garcia disait "nous avons réduit les coûts en baissant les taux de crédit, nous avons fermé les portes aux importations anarchiques. Maintenant à vous de faire un effort". Ainsi un traitement spécial a été entrepris pour les investissements étrangers, une nouvelle politique agraire et un programme de développement du "trapèze andin" (zones hautes de la sierra) mis en chantier -ces mesures ont obtenu elles aussi l'approbation de la majorité, gauche comprise.

Le plus drôle est la manière dont le magicien A.Garcia a établi le "dialogue" direct avec les masses. Ainsi ce sont institutionnalisés les "balconazos", mesures politiques annoncées depuis le balcon du palais présidentiel. Le peuple se réunit sur la place et attend que l'intrépide s'exprime. Il arrive alors et par exemple, ouvre sa veste montrant qu'il ne porte pas de gilet pare-balles et qu'il ne craint donc pas "sentier lumineux" - ou bien il annonce la baisse du taux d'intérêt bancaire, du prix du pain etc... C'est impressionnant de voir comment on peut tromper les prolétaires. Le plus révoltant est que cela marche.

L'offensive démagogique d'A.Garcia se fait tout azimut et dans tous le pays, en particulier dans les régions où l'APRA a été majoritaire. Ces voyages sont le prétexte à des versements pécuniers pour "l'oeuvre de coopération populaire", amélioration de l'habitat, écoles, cantines etc. Ces donations répondent à son désir de privilégier le "trapèze" andin économiquement. Ce programme vise à stopper l'influence de "sentier lumineux" dans cette zone et à gagner une nouvelle clientèle électorale des communautés de paysans, de chômeurs etc. Même sentier lumineux (secte idéologiquement identifiée à Mao zedong) le fameux groupe guerrillieriste a reçu du gouvernement de l'APRA des propositions de paix. Cet appel lancé à cette fraction stalinienne version "encercllement de la ville par la campagne" a été très bien accueilli par les gauchistes et particulièrement par Hugo Blanco (trotskiste) qui par là-même peut justifier encore une fois sa participation au cirque démocratique. Cette trêve entre fractions capitalistes est pour l'instant très improbable, l'accord avec le mouvement Tupac Amaru (MRTA) pratiquant la guerrilla urbaine pour en finir avec "l'impérialisme américain" ayant lui même été rompu. De toute façon, et sentier lumineux et les Tupac Amaru, avec ou sans trêve contribuent à dévoyer le prolétariat de sa véritable lutte et de son véritable objectif.

Au cours d'un voyage à Trujillo (nord du Pérou) Garcia s'adressait aux masses et leur demandait "si elles préféreraient continuer à vivre à genoux pour une poignée de dollars ou se mettre debout et se défendre contre l'agression étrangère". La réponse fut évidente. Ce politicien connaît bien les ressorts de la démagogie, et dans l'admiration générale, fut annoncée la création des "TUC" à la péruvienne lors d'un superbe "show" en présence des chômeurs, le but étant la réfection des bidonvilles, la rémunération payée à 40% en tickets alimentaires et 60% en argent jusqu'à concurrence du SMIC. Ce dialogue et cette mesure donnent des résultats positifs pour A.Garcia mais négatifs pour le prolétariat. Par cette action Garcia s'est donné une base populaire pour asseoir son pouvoir contre les intérêts du prolétariat péruvien et international. Ces "soldats" pro APRA sont prêts à affronter le prolétariat affaibli et sans direction propre, grâce à la collaboration de toutes les fractions capitalistes de gauche, de droite et de leurs extrêmes, syndicats inclus. Pour illustrer cela, lors

d'un "balconazo" les masses portaient des pancartes ainsi libellées : " nous ne sommes pas des employés de banque, nous sommes des chômeurs, nous ne voulons que travailler". Le message présidentiel a bien été reçu. La discorde et la séparation entre chômeurs et ceux qui travaillent s'aggravent et portent les fruits amers d'un futur affrontement entre salariés et sans emplois. La devise "diviser pour régner" permet à A.Garcia de remporter la première manche.

Non prolétaires ! refusez la démocratie bourgeoise qui n'est qu'une forme de domination du capitalisme. Contre tous ceux qui emploient un langage pseudo-marxiste (P"C"P, trotskistes, maoïstes) ou revendiquant la démocratie comme étape vers le "socialisme", en fait capitalisme d'Etat et qui la considèrent comme un moyen d'expression révolutionnaire de dénonciation soi-disant anti-capitaliste. Contre tous ceux qui comme sentier lumineux la dénoncent mais dans le but d'instaurer une dictature du Parti-Etat sur le prolétariat en cantonnant celui-ci dans l'esclavage salarié. Non camarades, les fractions capitalistes de l'Est (P"C"P, sentier lumineux, Gauche unie, trotskistes) et de l'Ouest (APRA, PPC, AP) veulent vous enchaîner à la roue du profit. Oui prolétaires, tout le baratin "anti-impérialiste", les nationalisations, le non paiement de la dette extérieure, les "TUC", la "coopération populaire", le développement du "Trapèze andin", sont là pour vous dorer la pilule. A.Garcia, sentier lumineux et les autres fractions capitalistes ne sont que des rapaces qui veulent vous faire produire et suer du profit. Oui prolétaires ! Nous devons et nous pouvons changer le cours de notre histoire et en finir avec notre état de marchandise. Il faut s'opposer à toutes les manoeuvres d'un capitalisme à la A.Garcia et des autres fractions politiques. Il faut prendre conscience que notre lutte doit être unitaire et internationale contre le capital. Il faut réapprendre à devenir des prolétaires révolutionnaires. Nous avons un monde à gagner en supprimant le salariat, la base réelle du capitalisme. Nous avons un monde à proposer à l'humanité, le communisme, expression de la socialisation de la production et de la consommation selon les besoins de chacun. Un monde dans lequel enfin l'existence aura un visage humain, l'homme devenant un individu social dans toute son acception. Le début de l'humanité méritant enfin son nom et du développement social de l'espèce humaine passe par le communisme !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :
ALARME B.P. 329
75624 PARIS
CEDEX 13

Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque mois de 14 à 16 h
au café le "Rond-point" Métro Père la Chaise.

Tours : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h
au café "Le Bordeaux" place de la gare, soit le 28/12/85
puis le 22/02/86

Nancy : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 h
au café de la gare, place de la gare, soit le 25/01/86

Sommaire

. Pour la révolution sociale, contre les élections	p. 2
. Le socialisme inconnu et le marais critique	p. 4
. D'une catastrophe à l'autre	p. 6
. Lutte de classe et chômage	p. 8
. Un vrai stalinien	p.11
. Nicaragua : vers le capitalisme d'Etat	p.12
. Pérou : l'A.P.R.A réalise l'union nationale	p.13